

# COP26 : ce que pourrait changer l'accord inédit sur le méthane

*Plus de 80 pays se sont engagés à réduire leurs émissions de méthane de 30 %. C'est la première fois qu'un accord mondial est trouvé sur ce super polluant.*

- LA CROIX Camille Richir, le 03/11/2021 à 09:46

En matière de réchauffement climatique, la maxime « *chaque dixième de degré compte* » est souvent érigée en slogan. Avec son objectif de réduire de 0,2 °C la température de la planète d'ici à 2030, le pacte sur le méthane, conclu mardi 2 novembre, pourrait donc bien, s'il est appliqué, signifier une avancée majeure. Réunis à l'ouverture de la [COP 26](#), plus de 80 pays se sont engagés à réduire leurs émissions de ce super-polluant de 30 % d'ici à 2030, par rapport à 2020, poussés par les États-Unis et l'Union européenne.

À lire aussi : [Les émissions de méthane ont fortement augmenté depuis 2000](#)

*Une étude pointe l'augmentation de 9 % de la quantité de méthane rejetée dans l'atmosphère entre 2000 et 2017, alors qu'il est le deuxième gaz responsable de l'effet de serre.*

- Joséphine Boone, le 15/07/2020 à 07:33

Un chiffre inquiétant pour l'avenir de la planète et son [réchauffement](#). Les émissions de méthane ont augmenté de 9 % entre 2000 et 2017, d'après une étude dévoilée par le Global Carbon Project. Une augmentation significative, quand on sait que le méthane possède un effet de réchauffement 28 fois supérieur à celui du dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>). .../...

Deuxième gaz à effet de serre présent dans l'atmosphère après le CO<sub>2</sub>, le méthane a l'inconvénient d'avoir un pouvoir réchauffant 80 fois plus élevé que celui-ci à court terme. Mais il a l'avantage de ne rester « que » dix ans dans l'atmosphère, tandis que le CO<sub>2</sub>, lui, peut y rester plus d'une centaine d'années. Réduire les émissions de méthane figure donc comme l'un des principaux leviers pour répondre à l'urgence climatique à court terme.

## Premier accord sur le méthane

« *C'est la première fois que les pays signent un accord international pour réduire leurs émissions de méthane* », se réjouit Sarah Smith, directrice du programme sur les

super-polluants à l'ONG Clean Air Task Force. Les signataires représentent 40 % des émissions. Quelques gros pays émetteurs n'ont toutefois pas répondu à l'appel, comme la Chine, l'Inde et la Russie.

→ À LIRE. [COP26 : le pape exhorte les dirigeants à « prendre les décisions nécessaires »](#)

En pratique, l'accord prévoit que la mise en application soit surveillée par la Climate and Clean Air Coalition, organisme dépendant de l'ONU. Mais il ne sera pas légalement contraignant pour les États.

Quels leviers les pays auront-ils pour agir ? Les émissions de méthane se répartissent entre les « fuites » de pétrole ou de gaz qui s'échappent lors de l'extraction ou du transport ; les émissions produites par l'agriculture (élevage bovin et riz) et celles qui s'échappent des stations d'épurations ou des déchets en décomposition, stockées dans des décharges en plein air.

## La piste du biogaz

Il est probable que les États se tournent avant tout vers les émissions liées aux fossiles. « *Les technologies sont abordables, répliquables facilement et technologiquement disponibles* », souligne Maxime Beaugrand, directrice du bureau de Paris de l'Institute for governance and sustainable development.

→ ANALYSE. [COP26 : un accord mondial adopté sur la déforestation](#)

Il s'agit par exemple de remplacer de vieux équipements sur les pipelines ou engager des programmes de maintenance plus ambitieux. Les États-Unis ont déjà présenté il y a quelques jours un plan axé notamment sur une meilleure réglementation du secteur.

La gestion des déchets et des eaux usées pose un niveau de difficulté supplémentaire. Parmi les solutions avancées figure la conversion des émissions de méthane de ces déchets en biogaz, par exemple, pour alimenter des réseaux de chaleur. Or, le dispositif peut rapidement devenir coûteux, en particulier dans les pays en développement.

## Le défi de l'agriculture

« *Je suis plus dubitatif sur la possibilité d'arriver à ce que l'accord produise des effets sur l'agriculture, tant les visions des pays, même au sein de l'Union européenne, sont divergentes sur ce point* », analyse Sébastien Treyer, directeur général de l'Iddri.

Une partie du monde scientifique et des organisations environnementales s'accorde sur l'importance de réduire l'élevage bovin, quand d'autres - parfois issus du même camp - mettent en avant des solutions technologiques, comme la méthanisation des déjections animales. Et le secteur, davantage diffus que les deux autres, s'avère plus difficile à réorienter. L'ONG Greenpeace International a d'ailleurs déploré dans un communiqué le fait que le pacte ne contienne pas de mention de réduction de la consommation de viande.

→ REPORTAGE. [Climat : dans la Limagne, les eaux usées de Clermont-Ferrand arrosent les cultures](#)

Toutefois, « *cet accord est intéressant car il fonctionne de façon sectorielle* », décrit Sébastien Treyer. Autrement dit, il se concentre sur un seul gaz à effet de serre, circonscrit à un nombre limité de secteurs. Et permet de mieux cibler les objectifs à atteindre.

Au-delà des annonces, l'accord marque aussi un changement de discours. « *Ce qui est fondamental, c'est qu'une nouvelle stratégie sur le climat apparaît*, souligne Maxime Beaugrand. *Deux notions sont mises en avant : l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5 °C et la date de 2030.* » Ce qui pourrait faire de cet accord l'une des premières avancées réelles de la conférence de Glasgow.